



## Jules Lepoutre

jules.lepoutre@live.fr

Faculté de droit et science politique  
Avenue du Doyen Louis Trotabas  
06 000 Nice

### Situation professionnelle

---

**Depuis 2023** **Professeur des Universités**, droit public, Université Côte d'Azur (Nice),  
Faculté de droit et science politique,  
Laboratoire de droit international et européen (LADIE UPR 7414).

### Titres et Diplômes

---

**2020** **Agrégation de droit public.**

**2019** **Qualification aux fonctions de Maître de conférences**, CNU (02) droit public.

**2018** **Doctorat en droit public**, Université de Lille.

Titre de la thèse : « **Nationalité et souveraineté** », soutenue le 24 novembre 2018

Jury : Pr. Jean-Yves Carlier, Université catholique de Louvain ; Christine Maugué, présidente de chambre, Conseil d'État ; Pr. Étienne Pataut, Université Panthéon Sorbonne (*rapporteur*) ; Pr. Catherine Teitgen-Colly, Université Panthéon Sorbonne (*rapporteuse*) ; Pr. Muriel Ubéda-Saillard, Université de Lille ; Pr. Xavier Vandendriessche, Sciences Po Lille (*directeur*) ; Patrick Weil, directeur de recherche au CNRS (*président*)

Prix Dalloz de la Nouvelle Bibliothèque de Thèses

Prix de l'École doctorale des sciences juridiques, politiques et de gestion n° 74

Prix de la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de l'Université de Lille

**2013** **Master 2 droit public général**, Université de Lille, mention très bien.

**2008 – 2012** Diplômé d'un **master 1 droit public** (mention bien, major de promotion) et d'une **licence de droit** (mention assez bien) à l'Université de Lille.

### Anciennes fonctions

---

**2020 – 2023** **Professeur des Universités**, droit public, Université de Corse  
Faculté de droit et de science politique,  
Équipe méditerranéenne de recherche juridique (UR n° 7311).

**2019 – 2020** **Maître de conférences**, droit public, Université Côte d'Azur (Nice),  
Faculté de droit et de science politique,  
Laboratoire de droit international et européen (UPR n° 7414).

**2018 – 2019** **Post-Doctoral Research Associate**, Institut Universitaire Européen de Florence,  
Robert Schuman Centre for Advanced Studies,  
projet ERC « Global Citizenship Governance ».

**2016 – 2018** **ATER 1 et 2**, droit public, Université de Lille,  
Centre « Droits et perspectives du droit » (EA n° 4487).

**2013 – 2016** **Doctorant contractuel**, droit public, Université de Lille,  
Centre « Droits et perspectives du droit » (EA n° 4487).

### **Anciennes responsabilités administratives**

---

**2021 – 2023** Membre élu du Conseil d'UFR,  
Faculté de droit et de science politique, Université de Corse.

**2021 – 2023** Responsable de l'axe « Mobilités et Citoyenneté »  
Équipe méditerranéenne de recherche juridique (EMRJ – UR n° 7311).

**2022 – 2023** Directeur des études de la filière droit public (LAP et Master droit des collectivités),  
Faculté de droit et de science politique, Université de Corse.

### **Affiliations scientifiques nationales et internationales**

---

**2021 – 2025** **Fellow**, Institut Convergences Migrations, Paris,  
Département GLOBAL (princ.) et INTEGER (acc.).

**2020 – 2021** **Visiting Fellow**, Institut Universitaire Européen de Florence,  
Robert Schuman Centre for Advanced Studies,  
projet ERC « Global Citizenship Governance ».

**2018 – 2019** **Guest Researcher**, WZB Berlin Social Science Center,  
International Citizenship Law Project Group, Migration and Diversity Research Area.

**2015 – 2016** **Visiting Researcher**, University of Westminster Law School (Londres),  
International Law Research Group.

### **Participation à des projets scientifiques nationaux et internationaux**

---

**2023** National Expert (France), Report on Comparative Naturalization,  
GlobalCit, EUI Florence et Swiss Secretariat for Migration.

**2023** Consultant scientifique dans le cadre du nouveau parcours permanent du Musée nationale  
de l'histoire de l'immigration, Établissement du Palais de la Porte Dorée.

**2021 – 2024** Membre de l'équipe de recherche du projet NATIO<sup>2</sup> « Les réintégrations par décret dans  
la nationalité française (1960-2020) » sous la direction d'Emmanuel Blanchard,  
Institut Convergences Migrations, INSEE, INED.

**2020** Board of Commentators des « Principles on Deprivation of Nationality as a National  
Security Measure »,  
Institute on Statelessness and Inclusion, La Haye (Pays-Bas).

## Publications

---

### Ouvrage

[1] *Nationalité et souveraineté*, Paris, Dalloz, coll. Nouvelle Bibliothèque de Thèses, vol. 196, 2020, 809 p.

### Direction d'un numéro spécial

[1] « Should EU citizenship be disentangled from member state nationality ? » (avec Liav Orgad), *EUI RSCAS Working Paper – Global Citizenship Governance Forum*, 2019, n° 2, 46 p.

### Articles, commentaires et notes dans des revues scientifiques

[18] « La passeportisation. La nationalité à l'épreuve de la force », *RGDIP*, 2023, vol. 127, n° 1, p. 161-182.

[17] « Promesse oblige ? Révocation par un État membre de l'Union de l'assurance de naturaliser. Note sous CJUE, gr. ch., 18 janv. 2022, *JY. c. Wiener Landesregierung.* », *Recueil Dalloz*, 2022, n° 18, p. 933-938.

[16] « Époux génocidaire et demande de naturalisation : liaisons dangereuses. Note sous CE, 8 avril 2021, *Mme C.* », *AJDA*, 2021, n° 35, p. 2051-2055.

[15] « Note sous CEDH, 25 juin 2020, *Ghoumid et a. c. France* », *Journal du droit international – Clunet*, 2021, n° 1, p. 246-254.

[14] « Citoyenneté européenne : clôture des ventes », *Recueil Dalloz*, 2020, n° 42, p. 2337.

[13] « Citizenship loss and deprivation in the European Union (27 + 1) », *EUI RSCAS Working Paper*, 2020, n° 29, 27 p.

[12] « When losing citizenship is fine : denationalisation and permanent expatriation », *Citizenship Studies*, 2020, vol. 24, n° 3, p. 339-354.

[11] « Expatriation et perte de la citoyenneté européenne. Note sous CJUE, gr. ch., 12 mars 2019, *Tjebbes et a.* », *Recueil Dalloz*, 2019, n° 15, p. 875-879.

[10] « La réforme du droit de la nationalité à Mayotte », *AJDA*, 2019, n° 5 p. 285-287.

[9] « Validité des réserves françaises au principe *non bis in idem* : le juge administratif attendra la Cour de Strasbourg. À propos de CE, ass., 12 oct. 2018, *SARL Super Coiffeur* », *Revue de droit fiscal*, 2018, n° 46, act. 490.

[8] « La déchéance de nationalité à l'épreuve de la Convention européenne des droits de l'homme. Note sous CEDH, 7 févr. 2017, *K2 c. Royaume-Uni* », *Rev. crit. DIP*, 2017, n° 3, p. 381-388.

[7] « La marche contrariée des sanctions fiscales vers le principe *non bis in idem* », *REIDF (Revue européenne et internationale de droit fiscal – European and International Journal of Tax Law*, Bruylant), 2017, n° 1, p. 109-118.

[6] « Déchéance de nationalité : après le débat constitutionnel, le temps contentieux. Note sous CE, 8 juin 2016, *M. A et a.* », *RFDA*, 2016, n° 6, p. 1188-1197.

[5] « Invalidité des réserves françaises au principe *non bis in idem* (art. 4, prot. 7, Conv. EDH) : Et si les juges nationaux n’attendaient pas la Cour de Strasbourg ? », *Revue de droit fiscal*, 2016, n° 41, étude 537, p. 16-21.

[4] « Le bannissement des nationaux. Comparaison France – Royaume-Uni au regard de la lutte contre le terrorisme », *Rev. crit. DIP*, 2016, n° 1, p. 107-118.

[3] « Nationalité par filiation et convention de mère porteuse. Note sous CE, 12 déc. 2014, *Association Juristes pour l’enfance et a.* », *AJDA*, 2015, n° 6, p. 357-362.

[2] « Nationalité (déchéance) : validité d’un décret pour acte de terrorisme. Note sous CE, 11 mai 2015, *M. Q.* », *Recueil Dalloz*, 28 mai 2015, n° 19, p. 1099.

[1] « Les États membres de l’Union peuvent-ils vendre la citoyenneté européenne ? », *Petites affiches*, 27 janvier 2015, n° 19, p. 6-12.

### *Chapitres d’ouvrage et contributions aux actes d’un colloque*

[11] « Nationality Law in France : Questioning the “inclusive” model », in K. Cope, S. Burch Elias et J. Goldenziel (dir.), *Oxford Handbook of Comparative Immigration Law*, Oxford, Oxford University Press, 2023, à paraître.

[10] « Les devoirs du citoyen de l’Union », in A. Bouveresse, A. Iliopoulou-Penot et J. Rondu (dir.), *La citoyenneté européenne : quelle valeur ajoutée ?*, actes du colloque tenu à l’Université de Strasbourg les 23 et 24 juin 2022, Bruxelles, Bruylant, à paraître.

[9] « Citoyenneté et nationalité, deux types d’appartenance distincts ? », in C. Aynès (dir.), *Entre inclusion et exclusion. La double face de la citoyenneté*, actes du colloque tenu à l’Université Paris Nanterre les 24 et 25 mars 2022, *Revue des droits de l’homme*, 2022, n° 22, p. 1-19.

[8] « Les apports du système politique européen à la fondamentalisation des droits numériques », in P. Türk, M. Guerrini et R. Bourget (dir.), *Les droits et libertés numériques. Nouvelle génération de droits fondamentaux ?*, actes du colloque tenu à l’Université Côte d’Azur les 7 et 8 octobre 2021, Paris, LGDJ, à paraître.

[7] « Conclusions – Entre approches classique et post-moderne : comment analyser la citoyenneté ? », in M. Dubuy et G. Renou (dir.), *Les habits neufs du citoyen*, actes du colloque tenu à l’Université de Lorraine les 1<sup>er</sup> et 2 octobre 2020, Paris, Pedone, à paraître.

[6] « La structuration de la contribution de la société civile à la gouvernance européenne », in A. Millet-Devalle (dir.), *Société civile et Union européenne*, actes du colloque tenu à l’Université Côte d’Azur les 13 et 14 décembre 2019, Paris, Pedone, à paraître.

[5] « In or out ? La citoyenneté européenne pour les Britanniques après le Brexit », in V. Barbé et C. Koumpli (dir.), *Le Brexit et les droits et libertés*, actes du colloque tenu à l’Université Polytechnique des Hauts-de-France les 27 et 28 mai 2021, Bruxelles, Bruylant, 2022, p. 100-117.

[4] « La nationalité entre souveraineté et droits privés », in É. Saillant-Maraghni et L. Mauger-Vielpeau (dir.), *État civil et autres questions de droit administratif*, actes du colloque tenu à l’Université de Caen les 21 et 22 novembre 2019, Paris, Dalloz, 2021, p. 127-138.

[3] (a) « Entre territoires et valeurs : les origines conflictuelles de la déchéance de nationalité » et (b) « La nationalité dans le couple, perspectives historiques », in A. Dionisi-Peyrusse, V. Parisot, F. Jault-Seseke et F. Marchadier (dir.), *La nationalité, enjeux et perspectives*, actes du colloque tenu à l’Université de Rouen les 16 et 17 novembre 2017, Paris, LGDJ, coll. Varenne, 2019, p. 315-321 (a) et p. 253-266 (b).

[2] « L'accès à la naturalisation des réfugiés au sein de l'ordre juridique de l'Union européenne », in J. Fernandez, C. Laly-Chevalier (dir.), *Droit d'asile, État des lieux et perspectives*, Paris, Pedone, 2015, p. 287-302.

[1] « Le défaut de caractère sérieux résultant d'une interprétation conforme à la Constitution en contentieux de la QPC », in E. Cartier (dir.), *La QPC. Étude sur le réagencement du procès et de l'architecture juridictionnelle française*, Paris, Dalloz, coll. Méthode du droit, 2013, 544 p., annexe en ligne, 46 p.

#### *Diffusion de la recherche*

[10] « La collégialité des juges de l'asile pourrait disparaître » (avec C. Teitgen-Colly et S. Slama), *Le Monde.fr*, 28 mai 2023.

[9] « Devenir Français est de plus en plus affaire de mérite et de performance », *Le Monde*, 19-20 septembre 2021, p. 31.

[8] « Ghomid and others v. France : The Grey Hole of Nationality Revocation », *GlobalCit Blog*, 5 août 2020.

[7] « In varietate concordia ? Loss of nationality in the EU », *European Network on Statelessness Blog*, 8 mai 2020.

[6] « Evan Spiegel ou devenir français par la grâce du prince », *Libération.fr*, 16 janvier 2020.

[5] « Ius Soli: a French constitutional principle ? », *GlobalCit Blog*, 1<sup>er</sup> février 2019.

[4] « Entre droit du sang et droit du sol. Quelle nationalité pour les réfugiés ? », *Esprit*, février 2016, n° 422, p. 81-90.

[3] « Nationalité déchue et constitutionnalité » (avec P. Weil), *Libération*, 10 décembre 2015, p. 25.

[2] « Refusons l'extension de la déchéance » (avec P. Weil), *Le Monde*, 8 décembre 2015, p. 23.

[1] « La déchéance de la nationalité : un outil pertinent ? », *Esprit*, mai 2015, n° 414, p. 118-120.

#### **Conférences organisées et communications**

---

##### *Conférences organisées*

[7] Co-organisation d'un colloque international, *Les frontières de l'appartenance. Explorer l'immobilité des individus*, Université de Corse, 21 et 22 juin 2023.

[6] Co-organisation d'une conférence, *Birthright Citizenship : Lessons from the United States*, Institut Universitaire Européen de Florence, 26 octobre 2018.

[5] Co-organisation d'un workshop international, *Toward European Citizenship Law ? Citizenship Governance in the European Union*, Institut Universitaire Européen de Florence, 8 octobre 2018.

[4] Direction d'une conférence, *La politique européenne des visas confrontée à la crise migratoire*, Université de Lille, 27 mars 2017.

[3] Membre du comité scientifique d'une journée d'étude, *L'exercice du pouvoir dans le cadre de la crise migratoire*, Université de Lille, 25 novembre 2016.

[2] Membre du comité d'organisation d'un colloque international, *Le parcours du demandeur de protection en France : questions choisies et regards croisés*, Université de Lille, 27 et 28 novembre 2014.

[1] Membre du comité scientifique d'une journée d'étude, *Forum de la citoyenneté européenne, quelle mobilité pour les patients ?*, Université de Lille, 17 mars 2014.

#### *Communications (sans publication)*

[15] « Romantic Times ? The Genuine Connection of Union Citizens », *European Citizens Thirty Years On : Economic Contributors, Political Members, Right-holders ?*, University of Uppsala, 22-23 novembre 2022.

[14] « Travailler sur la nationalité et la souveraineté. Questions méthodologiques choisies », Séminaire doctoral, Université de Montpellier, 10 juin 2021.

[13] « La perte automatique de la citoyenneté européenne des ressortissants britanniques, perspectives contentieuses », *Rencontres du Cherche-Midi*, Université Paris 2 Panthéon Assas, 18 mai 2021.

[12] « Vente de la citoyenneté européenne : la crise des valeurs de l'Union », *Chaire Jean Monnet UE et gestion de crises (Pr. Anne Millet-Devalle)*, Université Côte d'Azur, 10 mars 2021.

[11] « The Romance is Back. Genuine Link and the European Citizenship », *Migration and Diversity Colloquium*, WZB Berlin Social Science Center, 22 janvier 2020.

[10] « Le XXIème siècle verra-t-il la fin de la déchéance de nationalité ? », *Dénaturalisation et déchéance de nationalité. Perspectives historiques et juridiques*, workshop international, Université de Nantes et projet NAMU, 27 septembre 2019.

[9] « When Loosing Citizenship is Fine. Expatriation and Denaturalisation », *Neuchâtel Graduate Conference of Migration and Mobility Studies*, colloque international, NCCR on the move et Université de Neuchâtel, 12 et 13 septembre 2019.

[8] « Toward a Romantic Turn in EU Law on Nationality », *Toward European Citizenship Law ? Citizenship Governance in the European Union*, workshop international, Institut Universitaire Européen de Florence, 8 octobre 2018.

[7] « La discrétionnarité du pouvoir en matière d'accès à la résidence des étrangers. Réflexions autour du séjour, de l'asile, et de la nationalité », *L'exercice du pouvoir face à la crise migratoire*, colloque jeunes chercheurs, Université de Lille, 25 novembre 2016.

[6] « La nationalité et la citoyenneté en droit et en théorie de l'Etat », *L'individu et la fédération : quelle citoyenneté dans une démocratie fédérale ?*, journée d'étude, Fondation Charles Léopold Mayer, Paris, 17 septembre 2016.

[5] « De la rétrogradation au statut d'«ennemi de la nation» : quels contours de la déchéance de nationalité ? », *L'étranger, sujet d'exception au regard du droit pénal*, demi-journée d'étude, Université de Lille, 18 avril 2016.

[4] « Nationalités et citoyenneté européennes : quelles perspectives dans la crise migratoire ? », *La crise migratoire*, séminaire, Université de Lille, 18 mars 2016.

[3] « Déchéance de nationalité, communisme et guerre froide. L'apport du contrôle juridictionnel à la sécurisation du lien de nationalité », *La nationalité en guerre*, colloque international, Musée de l'Histoire de l'Immigration et Archives Nationales, Palais de la Portée Dorée, Paris, 3 et 4 décembre 2015.

[2] « Citizenship Revocation for Terrorism », *Law Doctoral Seminar Series 2015*, séminaire, University of Westminster Law School, Londres, 11 novembre 2015.

[1] « La déchéance de la nationalité », *Actualité des sanctions juridiques*, journée d'étude, Université de Valenciennes, 26 mars 2015.

## **Activités d'enseignement**

---

*Écoles Universitaires de Recherche « Odysée » et « Lex Société »  
d'Université Côte d'Azur (Nice)*

**Droit constitutionnel I**, CM 30h  
Licence 1 droit

**French Immigration Law**, CM 20h,  
Master 2 Migration Studies.

**Organisation administrative**, CM 30h  
Licence 1 droit

**Asylum Law**, CM 10h,  
Master 2 Migration Studies.

**Hist. intro. to French and English Law**, CM 18h  
Licence 1 bilingue

**Citizenship and Nationality**, TD 8h,  
Master 2 Migration Studies.

**Contentieux européen**, CM 10h,  
Master 2 Droit public approfondi

### *Anciens enseignements*

Droit de la mobilité européenne, CM 9h (Université Savoie Mont Blanc)

Droit de l'intercommunalité, CM 15h (Université de Corse)

Droit des collectivités territoriales, CM 20h (Université de Corse)

Droit matériel de l'Union européenne, CM 30h (Université de Corse)

Justice constitutionnelle, CM 10h (Université de Corse)

Droit fiscal, CM 24h, L3 Droit (Université de Corse)

Droit administratif II, CM 33h, L2 Droit (Université de Corse)

Droit constitutionnel II, CM 30h, L1 Droit (Université de Corse)

Droit constitutionnel, CM 30h, Capacité en droit (UCA Nice)

Droit international et européen des droits de l'homme, CM 30h, M1 DIDE (UCA Nice)

Méthodologie de la recherche, TD 20h, M1 DIDE (UCA Nice)

Finances publiques, CM 24h, L2 Droit (Université de Corse)

Droit des collectivités territoriales approfondi, CM 20h, M2 DCT (Université de Corse)

Action sociale des collectivités territoriales, CM 15h, M2 DCT (Université de Corse)

## **Évaluation et Recrutement**

---

**Président** d'un comité de sélection :

- MCF 02, session synchronisée 2022, Université de Corse.
- MCF 02, session synchronisée 2021, Université de Corse.

**Membre** d'un comité de sélection :

- PR 02 (art. 51), session synchronisée 2023, Université de la Polynésie française.
- PR 01 (art. 46, 5°), fil de l'eau 2022, Université de Corse.
- PR 01 (art. 46, 3°), session synchronisée 2022, Université Côte d'Azur.
- MCF 02, session synchronisée 2021, Université Côte d'Azur.

**Membre** du comité d'experts HCÉRES, campagne 2021, chargé de l'évaluation de DCS – Droit et changement social, UMR CNRS n° 6297, Université de Nantes.

### **Direction de thèse**

---

Madame Vanessa Fanuchi (2022 – ...), doctorante contractuelle (2022-25), « Le statut de l'é migrant », Université de Corse.

Madame Marie Luccioni (2021 – ...), doctorante contractuelle (2021-24), « La citoyenneté européenne des personnes morales », Université de Corse, co-direction avec Madame Perrine Dumas.

Madame Yasmine Bamba (2020 – ...), « Le marché de la gouvernance globale des migrations », Université Côte d'Azur, co-direction avec la Professeure Anne Millet-Devalle.

### **Diffusion des travaux**

---

Citations des échanges : Lou Roméo, « Déchéance de nationalité : que dit le droit en France ? », *Le Point.fr*, 12 mai 2023 ; Hélène Haus, « Présidentielle 2022 : le droit de vote des étrangers, débat oublié », *Le Parisien*, 8 avril 2022 ; Émilie Jehanno, « Présidentielle 2022 : Le droit du sol peut-il être supprimé à Mayotte comme le propose Eric Ciotti ? », *20minutes.fr*, 16 mars 2022 ; Pierre Lann, « Peut-on supprimer le droit du sol comme le propose Éric Zemmour ? », *Marianne*, 7 décembre 2021 ; Mélanie Mermoz, « Nationalité française : le chemin de croix de la naturalisation », *Alternatives Economiques*, 29 novembre 2021 ; Ephrem Rugiririza, « Être l'épouse d'un génocidaire est-il un préjudice ? », *JustineInfo.net* (Fondation Hirondelle), 15 novembre 2021 ; Hippolyte Radisson, « Mayotte, ce territoire d'exception pour le droit du sol », *La Croix*, 1<sup>er</sup> septembre 2021, p. 7 ; Matthieu Mondoloni, « La France a procédé à sa seizième déchéance de nationalité en dix-sept ans », *FranceTVinfo.fr*, 25 octobre 2019 ; Mathilde Goupil, « Déchéance de nationalité, une source de tension diplomatique », *L'Express*, 25 octobre 2019 ; Bernard Gorce, « Du sursaut républicain au crash politique », *La Croix*, 31 mars 2016, p. 2-3 ; Aude Lorriaux, « La déchéance de nationalité a déjà été appliquée à des Français de naissance, et bien après Vichy », *Slate.fr*, 9 février 2016 ; Aude Lorriaux, « Déchéance de nationalité : pour y voir plus clair, les arguments pour et contre », *Slate.fr*, 6 février 2016 ; Louis Boy, « Déchéance de nationalité : à quoi ressemble la vie d'un apatride en France ? », *FranceTVinfo.fr*, 5 février 2016 ; Laure Equy, Lilian Alemagna, « Déchéance, les binationaux ciblés entre les lignes », *Libération*, 27 janvier 2016, p. 8 ; Alain Auffray, Sylvain Mouillard, Lilian Alemagna et Laure Bretton, « Au PS, allons ensemble vers l'apatridie », *Libération*, 5 janvier 2016, p. 14-15 ; Joris Fioriti, « Déchéance, indignité nationale, des mesures rappelant les déchirements du passé », *AFP Infos Françaises*, 1<sup>er</sup> janvier 2016 ; Arnaud Leparmentier, « Quand Dany était apatride », *Le Monde*, 31 décembre 2015, p. 24 ; Pierre Alonso, « Déchéance de nationalité : une arme à l'efficacité limitée », *Libération*, 4 décembre 2015, p. 4.

Interviews : Pierre-Henri Lab, « Droit du sol : en quoi le RN est-il antirépublicain ? », *L'Humanité*, 21 avril 2022 (histoire, législation et valeur du droit du sol) ; Caroline Etori, « Génération Méditerranée », *France 3 Via Stella*, 19 mars 2021 (entretien sur le droit de la nationalité et la citoyenneté européenne) ; Julien Langlet, « 21h-00h », *France Info*, 24 octobre 2019 (actualité de la déchéance de nationalité) ; Annika Will, « Kann man deutsche Dschihadisten ausbürgern? », *Arte Info*, 13 août 2016 (perspectives françaises sur la déchéance de nationalité) ; Célyne Baÿt-Darcourt, « 12h-14h », *France Info*, 5 janvier 2016 (débat constitutionnel sur la déchéance de nationalité) ; Delphine Girard, « Sénat 360 », *Public Sénat*, 11 décembre 2015 (débat constitutionnel sur la déchéance de nationalité).